

## Syrie/Conflit

## Attaque au "gaz toxique" contre une zone du régime

AFP

Damas/Syrie

Un drame qui a immédiatement entraîné des raids de représailles russes

LE pouvoir syrien a accusé des groupes "terroristes" d'avoir mené une attaque chimique dans la ville d'Alep, un drame qui a provoqué une centaine de cas de suffocation et entraîné des raids de représailles dimanche de l'allié russe.

Une importante coalition rebelle a démenti toute implication dans l'attaque samedi soir contre cette métropole du nord aux mains du régime, les autorités syriennes et leur allié russe évoquant un possible recours au "chlore".

Dans un pays ravagé depuis 2011 par une guerre qui a fait plus de 360 000 morts, c'est le pouvoir de Bachar al-Assad qui a été le plus souvent accusé d'avoir utilisé l'arme chimique lors d'attaques souvent meurtrières.

Mais samedi, les autorités syriennes ont accusé des "groupes terroristes" d'avoir visé Alep, leur terminologie habituelle qui ne fait pas de distinction entre jihadistes et rebelles. Selon un photographe de l'AFP, des dizaines de personnes, dont des femmes et des enfants, ont afflué la nuit vers un hôpital d'Alep, certains allongés sur les brancards du Croissant-Rouge, ou alors portés par des proches.

Les blessés semblaient pris de vertige et avaient du mal à respirer, et ont été soignés à l'aide de masques à oxygène, qu'ils



Photo : AFP

Une centaine de cas de suffocation dus à une attaque au "gaz toxique" imputable à des groupes "terroristes" a entraîné des raids de représailles de la part de la Russie, alliée du régime syrien.

ont gardé pendant une quinzaine de minutes. L'agence officielle Sana a fait état de "107 cas de suffocation".

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état de 94 cas de suffocation, dont la majorité ont quitté l'hôpital.

Le chef de la police d'Alep, cité par Sana, a accusé "les groupes terroristes" d'avoir utilisé "des roquettes contenant des gaz toxiques". A Moscou, le ministère de la Défense russe a évoqué des "explosifs contenant apparemment du chlore".

**"ALLEGATIONS MENSONGERES"** En représailles, "des frappes ont été menées par des avions de l'armée russe" contre des positions de "terroristes", selon le ministère de la Défense russe. "Toutes les cibles ont été détruites".

Ces raids, les premiers en plus de deux mois, ont visé des territoires contrôlés par les jihadistes et les rebelles près de la ville d'Alep, selon l'OSDH.

Ils interviennent malgré un accord dévoilé en septembre par la Russie et la Turquie, parrain traditionnel des rebelles, visant à mettre en place une trêve et à créer une "zone démilitarisée" qui doit séparer les territoires insurgés des régions gouvernementales dans les provinces voisines d'Alep et d'Idleb (nord-ouest).

Depuis fin 2016, Alep est sous contrôle du régime. Mais des secteurs à la périphérie ouest de la ville sont tenus par des groupes rebelles et jihadistes. Rebelles et jihadistes contrôlent en grande partie la province d'Idleb, ultime grand bastion insurgé et ji-

hadiste de Syrie.

Le Front national de libération, l'alliance rebelle la plus importante présente dans les provinces d'Alep et d'Idleb, a démenti toute implication dans l'attaque.

"Nous démentons les allégations mensongères du régime sur une attaque contre Alep qui aurait été menée par les révolutionnaires (...) à l'aide de projectiles contenant du gaz de chlore", a indiqué dans un communiqué le porte-parole de la coalition Naji Moustapha.

"Seul le régime criminel et son gang possèdent (ces armes) et les utilisent en Syrie", selon lui.

Toutefois, les groupes jihadistes présents dans le secteur, dont l'organisation Hayat Tahrir al-Cham et le groupuscule Houras al-Din, liés à Al-Qaïda, n'ont pas réagi.

**"PRETEXTE"** Tout au long du conflit, le régime a été accusé par l'Onu et les capitales occidentales de faire usage d'armes chimiques, ce qu'il a toujours démenti.

En avril, le pouvoir avait été pointé du doigt pour une attaque chimique dans la Ghouta orientale, ex-bastion insurgé aux portes de Damas, qui a fait 40 morts civils selon les secouristes en zones rebelles. Les Occidentaux avaient mené des frappes de représailles.

En 2016, une commission d'enquête de l'Onu et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques affirmait que des hélicoptères militaires syriens avaient répandu du gaz de chlore sur au moins deux localités d'Idleb, à Talmenes en 2014 et Sarmine 2015.

Cette commission avait aussi accusé des jihadistes - le groupe Etat islamique - d'avoir utilisé en 2015 du gaz moutarde à Marea dans la province d'Alep.

Sur l'attaque de samedi à Alep, le négociateur en chef de l'opposition syrienne en exil, Nasr al-Hariri, a accusé le régime Assad de fabriquer "un prétexte afin de lancer une opération militaire dans le nord syrien".

Car Idleb a échappé de justesse à une offensive du régime, grâce à l'accord pour une "zone démilitarisée".

Cette zone démilitarisée devait être mise en place en octobre après un retrait du secteur des jihadistes qui au final sont restés sur place. Des escarmouches y opposent régulièrement armée aux rebelles et jihadistes.

## A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique. Trump-Ryad-Moscou : les démocrates veulent savoir**

Les démocrates enquêteront sur les liens financiers personnels du président des Etats-Unis Donald Trump avec l'Arabie saoudite et la Russie, a déclaré hier Adam Schiff, futur président de la commission du Renseignement de la chambre basse du Congrès américain.

• **France/Politique. PCF : Fabien Roussel élu nouveau secrétaire national**

Fabien Roussel, 49 ans, a été élu hier à la tête du parti communiste (PCF) lors de son Congrès d'Ivry-sur-Seine, mettant fin à l'ère de huit années de Pierre Laurent comme secrétaire national.

• **Proche-Orient/Conflit. Le gouverneur palestinien de Jérusalem de nouveau arrêté**



Photo : AFP

La police israélienne a arrêté le gouverneur palestinien de Jérusalem, Adnan Gheith, pour la deuxième fois en deux mois, a indiqué hier un porte-parole israélien.

• **Yémen/Conflit. Raids aériens autour de Houdeida**

La coalition progouvernementale sous commandement saoudien au Yémen a lancé hier des raids aériens sur les lignes d'approvisionnement des Houthis aux alentours de la ville stratégique de Houdeida, aux mains des rebelles, ont indiqué des responsables progouvernementaux, des insurgés et des habitants.

## Etats-Unis-France/Diplomatie

## Quand Trump évoque les "gilets jaunes" français

AFP

Washington/Etats-Unis

Histoire de maintenir la pression sur son homologue Macron, mais aussi sur l'UE.

DONALD Trump a une nouvelle fois mis la pression hier sur Emmanuel Macron et plus largement sur l'Union européenne au sujet du commerce et des dépenses militaires en montrant au président français qu'il suit de près les manifestations des "gilets jaunes" en France. "Les vastes et violentes manifestations en France ne prennent pas en compte à quel point les Etats-Unis ont été mal traités sur le plan du commerce par l'Union européenne ou sur nos dé-

penses justes et raisonnables pour notre GRANDE protection militaire. Il faut remédier à ces deux sujets bientôt", a lancé le président américain dans un tweet assez obscur.

Il n'a pas directement mentionné son homologue français, mais sa déclaration intervient au lendemain d'une nouvelle journée de mobilisation en France des "gilets jaunes", un mouvement hétéroclite qui dénonce la baisse du pouvoir d'achat et la hausse des taxes sur le carburant décidée par Emmanuel Macron. Elle fait également suite à une passe d'armes inédite entre les deux dirigeants.

Mi-novembre, à peine rentré de Paris où il avait célébré la paix avec les



Photo : AFP

Son dernier tweet ne devrait pas améliorer l'entente entre le président américain Donald Trump (à droite) et son homologue français Emmanuel Macron.

autres dirigeants du monde, Donald Trump s'était vivement attaqué à la France et à Emmanuel Macron, dont il avait raillé la "très faible cote de popularité".

Dans une série de tweets, il avait attaqué sa propo-

sition de créer une armée européenne. Et il s'en était pris au secteur du vin, emblématique de la production française, pour redire son mécontentement sur le front commercial.

"Entre alliés on se doit le

respect", avait répondu le président français, qui avait auparavant, pendant la commémoration du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, dénoncé vivement le "nationalisme" dans un discours qui visait notamment, de l'avis général, son homologue américain.

Cet échange avait marqué une rupture avec la bonne entente ostensiblement affichée par les deux hommes depuis leur arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron découvrant les foudres de Donald Trump dont d'autres alliés traditionnels des Etats-Unis, de la Britannique Theresa May à l'Allemande Angela Merkel en passant par le Canadien Justin Trudeau, ont fait l'expérience avant lui.

## L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Troubles. Un chef de milice du quartier musulman de Bangui tué**

Mahamat Tahir, alias "Apo", un chef de milice du quartier à majorité musulmane de Bangui, le PK5, a été tué hier par un commerçant du secteur théâtre d'un regain de violence ces derniers jours, a appris l'AFP auprès d'un imam et de plusieurs habitants.

• **Egypte/Justice. Neuf peines de mort confirmées pour le meurtre du Procureur général**

La Cour de cassation d'Egypte a confirmé les condamnations à mort contre neuf personnes reconnues coupables de l'assassinat du Procureur général égyptien en 2015 au Caire, a annoncé hier une source judiciaire.